

**Nations unies - 62ème session de la
Commission de la condition de la
femme (CSW) - Débat général -
Intervention de Mme Marlène
Schiappa, secrétaire d'Etat chargée
de l'égalité entre les femmes et les
hommes**

(New York, 13 mars 2018)

Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités, Chères et Chers Collègues, Excellences,

2017 a marqué la fin du déni mondial face à l'ampleur des violences sexistes et sexuelles. 2018 ne doit pas être uniquement la fin d'une ère. 2018 doit être le début d'une autre. L'an 1 après #MeToo.

En 2018, dans le monde, les droits des femmes sont attaqués par deux ennemis. Ces ennemis, en apparence antagonistes, poursuivent en réalité un même but : ce but, c'est la déshumanisation des femmes.

Dans des mégapoles comme dans des zones rurales, l'obscurantisme veut tenir lieu de science. L'excision, la lapidation, les mariages forcés de petites filles, justifiés au nom d'une prétendue infériorité des femmes par rapport aux hommes. Au moment même où nous nous tenons ici aux Nations unies, à New York, des centaines de jeunes filles enlevées par Boko Haram ont disparu des radars. Des femmes yézidiées sont réduites en esclavage par Daech. Les libertés des femmes sont menacées partout.

Un spectre nouveau hante l'Europe et menace l'Occident. Le populisme. Le populisme, instrument du nationalisme, c'est la loi du plus fort. C'est s'arroger le droit de parler au nom des peuples pour les réduire au silence. Les populistes et leurs alliés s'adonnent à une remise en cause permanente des droits humains, au premier rang desquels les droits des femmes. Paradoxe ultime, parfois, des femmes les incarnent, au mépris de la plus élémentaire sororité. La France, pour sa part, fidèle à l'héritage de Simone Veil, continuera de défendre partout, toujours, les droits sexuels et reproductifs.

À cet égard, la France ne peut que déplorer les décisions de ses alliés historiques la Hongrie, la Pologne, les Etats-Unis d'Amérique... de remettre en cause, plus ou moins directement, l'accès à l'avortement.

Comme l'a dit le président Emmanuel Macron : France is back. Non pas qu'elle soit partie, mais elle a été parfois trop en retrait par rapport à ce que le monde était et sera toujours en droit d'attendre du pays de Simone de Beauvoir. La France est de retour pour elle-même : pour

la première fois, une grande cause quinquennale est décrétée, consacrée à l'égalité femmes-hommes. L'Etat ne veut plus laisser la société civile se mobiliser courageusement seule dans ce combat, car c'en est un. Une loi sera présentée pour mieux condamner les nouvelles formes de violences envers les femmes, dans la rue comme sur le net : aucune zone de non droit ne doit subsister.

La France est de retour pour le monde : 50% de l'aide au développement sera consacrée à des projets en faveur de l'égalité filles-garçons d'ici 2022. À cet égard, je suis heureuse de vous annoncer, au nom de la République Française, l'augmentation de 10 millions d'euros supplémentaires en faveur de l'initiative She decides, pour les droits sexuels et reproductifs.

Des études rapportent que l'égalité femmes-hommes au travail serait atteinte dans le monde en l'an 2234. Nous refusons de patienter encore deux siècles. Notre but, et je sais que toutes les nations représentées aujourd'hui le partagent, est de ramener cette date au plus proche de nous. C'est ce que nous devons aux jeunes filles d'aujourd'hui et aux prochaines générations. C'est pourquoi nous travaillons sur ce sujet avec nos partenaires américains et canadiens. Nous organisons avec l'Inde et le Sénégal un partage sur la santé des femmes et des filles en zones rurales. Et c'est pourquoi nous avons travaillé hier sur l'autonomisation politique des femmes avec la Suède. La France peut compter sur le concours d'alliés puissants engagés nationalement et internationalement pour les droits des femmes, et je veux dire à chacun que vous pouvez compter aussi sur la France.

Le choix est le principal droit. Choisir de se marier. De divorcer. De se cultiver. D'avoir des enfants. D'avorter. De créer une entreprise. De se présenter à une élection - d'en gagner, parfois. De passer son permis de conduire. De voyager. De circuler librement.

De vivre, tout simplement.

Voici ce qu'est la diplomatie féministe à la française.

Ces choix ne doivent pas être des privilèges. L'autonomisation des femmes de zones rurales, qu'elles créent des entreprises, ramassent du sel sur les rives du Lac Rose au Sénégal, travaillent dans une bergerie en Corse du Sud, ne consiste pas à choisir pour elles mais à leur permettre d'accéder librement à ces choix.

Il faut parfois des générations pour escalader quelques petits centimètres de droits pour les femmes mais il suffit de quelques secondes d'inattention pour tomber d'un seul coup de plusieurs kilomètres patiemment grimpés.

Les femmes de tous les pays nous regardent et nous demandent, membres des Nations unies, de ne minimiser, n'excuser, ne justifier, ne tolérer aucune atteinte aux femmes, nulle part, jamais.

France is back and so is feminism./.

